

Afficher l'infolettre dans un autre onglet



Infolettre n° 137
vendredi 19 septembre 2025

RABAIS de 10 % à la librairie La Liberté, 1073, route de l'Église, Québec (Québec) G1V 3W2, sur présentation de la carte de membre de PEN Québec.

ACTIVITÉS

DE PEN QUÉBEC



Les coffres de PEN Québec sont à sec... SVP, aidez-nous!

À la mi-août, PEN Québec lançait une campagne de financement auprès de ses membres. Lors de la relance du 15 septembre, la moitié de l'objectif de 4000 \$ était atteinte.

Un immense merci à tous les bienfaiteurs qui ont répondu avec générosité.

Comme bien des centres PEN, notre situation financière est plus critique que jamais. Rappelons que PEN Québec ne reçoit aucune subvention : les adhésions et les dons sont sa seule source de

revenus.

Cette dernière année, le centre a intensifié ses communications, mené des campagnes dans *Les libraires*, *Lettres québécoises* et *Nuit blanche*, et reçu le précieux appui de Jean-Paul Daoust, Évelyne de la Chenelière, Louise Dubé, David Goudreault, Michel Tremblay et Audrey Wilhelmy.

PEN Québec multiplie les démarches pour obtenir un soutien institutionnel, mais **nous avons besoin de vous maintenant**. Un don, petit ou grand, aidera à redresser la situation. Un reçu fiscal sera émis pour tout don.

Grâce à vous, chers membres, nous pourrons continuer à défendre les écrivaines et écrivains menacés, ici et ailleurs.

Pour contribuer à la campagne : par Interac à quebec.pen@gmail.com, par [PayPal](#) ou par chèque avec le nom du destinataire suivant : Association PEN Québec, à PEN Québec, CP 23279, CP des boulevards, Laval (Québec) H7N 6K1.

Dans tous les cas, envoyer le formulaire sur les coordonnées sur [le site](#).



Campagne de promotion « la liberté est devenue un luxe »

Au début de l'été, l'équipe de graphistes du [bureau des artificiers](#), sous la direction de Carle Coppens et en collaboration avec [Shoot Studio](#) et [Publicité Sauvage](#), a conçu *pro bono* et diffusé gratuitement une campagne de promotion pour PEN Québec, sur le thème de « la liberté d'expression est devenue un luxe ». S'inspirant des codes publicitaires de la mode et du luxe

pour évoquer de façon antinomique les arrestations de Boualem Sansal, Merch Dara, Narges Mohammadi et Amanda Echanis, de grands panneaux sont affichés à Montréal aux coins des rues Bellechasse et Casgrain, Rosemont et Saint-Hubert, ainsi que Sainte-Catherine et Bourbonnière.

Nous remercions chaleureusement la généreuse et créative équipe.

Voir un article à ce sujet [ici](#).

[Partagez!](#)

Une entrevue de Nora Atalla, « La plume insoumise », dans le journal *La Métropole*

Le 23 août 2025, la vice-présidente de PEN Québec, Nora Atalla a donné une entrevue à l'écrivain Jean-Pierre Pelletier au journal *La Métropole*.

La lire [ici](#).



Canada : Margaret Atwood et d'autres écrivains censurés dans les écoles de l'Alberta

D'après *Le Devoir*, 3 septembre 2025, *La Presse canadienne* à Edmonton, le 1er septembre 2025, et Aaron Sousa, aussi de *La Presse canadienne*, le 3 septembre 2025.

Margaret Atwood s'en prend à l'interdiction controversée des livres à caractère sexuel dans les bibliothèques scolaires albertaines avec une nouvelle satirique, après que le roman *La Servante écarlate* de la célèbre autrice a été retiré des rayons en raison des nouvelles règles radicales de la province.

La semaine dernière, le Conseil scolaire public d'Edmonton, l'un des plus importants de l'Alberta, a annoncé qu'il retirerait plus de 200 livres de ses écoles cette année afin de se conformer à une ordonnance du ministère de l'Éducation de l'Alberta, donnée en juillet, exigeant le retrait des livres des bibliothèques scolaires contenant des « documents à caractère sexuel explicite », d'ici le 1^{er} octobre.

La censure a eu un effet positif : les ventes en librairie des livres censurés ont augmenté de manière importante.

Plus [d'info](#) et [ici](#).

NOUVELLES DE PEN INTERNATIONAL



Crédit photo : Katarzyna Kukielka

Faits marquants du 91^e congrès de PEN International à Cracovie, en Pologne

- 11 septembre 2025

PEN International a conclu son 91^e Congrès à Cracovie, en Pologne, le 5 septembre 2025 — organisé en partenariat avec le centre PEN polonais — sous la bannière « *Liberté des mots — Mots des libres* ». Le congrès rappelle la capacité durable de la littérature à résister à la répression, à témoigner et à imaginer des solutions à la crise.

Décisions et principales annonces

Le 91^e congrès a été marqué par des décisions et des annonces majeures pour le mouvement PEN, notamment la nomination d'Olga Tokarczuk, géante de la littérature, activiste et auteure polonaise lauréate du prix Nobel 2018, à titre de vice-présidente de PEN International.

Lors de son assemblée des délégués, PEN International a adopté quatre résolutions urgentes. Celles-ci ont appelé les écrivains à défendre les droits de l'homme et la liberté d'expression dans un contexte d'autoritarisme rampant et de conflit mondial; elles ont exhorté les écrivains et les gouvernements à aborder la crise climatique comme la question des droits de l'homme de notre temps; elles ont affirmé la protection du droit des personnes transgenres et de la diversité des genres à la liberté d'expression et à l'inclusion; et elles ont défendu la liberté d'expression aux États-Unis.

En outre, les délégués ont approuvé un manifeste sur la protection du climat, signé par des écrivains primés tels que Burhan Sonmez, Jennifer Clement et Olga Tokarczuk, entre autres. Ce manifeste souligne l'urgence climatique et son lien inextricable avec la liberté d'expression et les droits de l'homme.

La réélection d'Arne Svingen au poste de secrétaire international et l'élection de Mads Julius Elf en tant que membre du conseil d'administration ont constitué les derniers moments clés. PEN Espagne, PEN Langues de Russie, PEN Bas allemand et Frison, et PEN Syrie ont été officiellement reconnus comme les nouveaux centres PEN.

[Plus d'info](#), le [résumé des résolutions](#) et la [nomination de la VP](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Phil Pasquini/ Shutterstock

États-Unis : Nombreuses violations des droits de l'homme soulignées dans l'EPU des Nations Unies

- 27 août 2025

À l'approche de la pré-session de l'Examen périodique universel (EPU) des Nations Unies pour les États-Unis, PEN International et PEN America soulignent les violations des droits à l'éducation, à la liberté d'expression et à la non-discrimination résultant des récents efforts des États et du gouvernement fédéral pour censurer les collèges et les universités.

Le 7 avril, PEN America et PEN International ont soumis un [rapport conjoint à l'examen périodique universel \(EPU\) des États-Unis](#), prévu pour novembre 2025. Le rapport documente les violations des droits à la liberté d'expression, à l'éducation et à la non-discrimination, en soulignant l'impact profond des ordres de bâillon en matière d'éducation, des interdictions de EDI (équité, diversité et inclusion), des restrictions de programme, et des attaques contre la titularisation, les droits des professeurs et l'autonomie institutionnelle. Ces mesures affectent de manière disproportionnée les étudiants issus de communautés marginalisées, notamment les étudiants de couleur, les femmes, les étudiants LGBTQ+, les étudiants handicapés et ceux issus de milieux défavorisés.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



AFP

Algérie : La condamnation de Boualem Sansal, le Soljenitsyne algérien

D'après Christian Rioux, *Le Devoir*

- 11 juillet 2025

« Samedi dernier, le couperet est tombé. En cette journée commémorant l'indépendance de l'Algérie, le président [Abdelmadjid Tebboune](#) a refusé de gracier l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal. Cette décision signait l'échec de toutes les tentatives diplomatiques de faire libérer celui qui a été arrêté le 16 novembre dernier à la descente de son avion pour être [condamné à une peine de cinq ans de prison ferme](#). Officiellement, la justice algérienne, ou ce qui en tient lieu, reproche à l'écrivain de 80 ans et qui est malade d'avoir porté atteinte à

l'intégrité du territoire. Et cela, pour avoir simplement déclaré que la partie du Sahara occidental que se disputent l'Algérie et le Maroc était rattachée à ce dernier au moment de la colonisation.

Mais ces raisons ne trompent personne. Si l'auteur du *Serment des barbares* est aujourd'hui incarcéré, ce n'est pas simplement parce que la France a récemment donné raison au Maroc dans ce conflit. Depuis des années, [Boualem Sansal](#) raconte le drame d'un peuple pris en otage par un régime militaire corrompu qui dissimule sa déliquescence politique, économique et morale derrière la haine de la France. Il décrit un pays où, après avoir provoqué une guerre civile, les intégristes islamistes imposent chaque jour un peu plus leur loi avec la complicité de l'État. C'est pour avoir osé décrire tout cela, avec le talent qui est le sien, que Boualem Sansal croupit derrière les barreaux. »

[Plus d'info](#)



Égypte : Le poète Galal El-Beairy fait face à de nouvelles accusations

- 21 août 2025

PEN International condamne fermement la décision des autorités égyptiennes de porter de nouvelles accusations contre le poète primé Galal El-Beairy, que PEN International considère comme fabriquées de toutes pièces et destinées à prolonger encore son incarcération injuste. Le fait de porter de nouvelles accusations contre El-Beairy alors qu'il a déjà passé près de quatre ans en détention provisoire envoie un message clair : les autorités égyptiennes n'ont pas l'intention d'assouplir leur répression impitoyable de la liberté d'expression.

PEN International a appris qu'à la suite de l'émission de nouvelles accusations en début de semaine, le Procureur suprême de l'État a convoqué Galal El-Beairy de sa prison pour un interrogatoire. Ces accusations — basées uniquement sur un rapport d'agents de la sécurité

nationale datant de 2023 — comprennent la « diffusion de fausses nouvelles » et « l'adhésion et l'aide à une organisation terroriste ». En approuvant les charges, le procureur a ordonné la détention provisoire concernant les nouvelles charges, en violation des normes internationales, car son emprisonnement arbitraire actuel dépasse déjà de loin la limite légale maximale de la détention provisoire par rapport aux charges similaires portées contre lui en 2021.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Jelger Groeneveld

Géorgie : La crise alarmante des droits de l'homme mise en lumière par des écrivains

- 24 juillet 2025

Les autorités géorgiennes écrasent le droit à la liberté d'expression et d'autres libertés fondamentales à une vitesse alarmante, ont déclaré PEN Géorgie, PEN International et PEN America.

Le bilan de la Géorgie en matière de droits de l'homme sera examiné par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies lors de l'Examen périodique universel (EPU : [Télécharger l'EPU complet](#)) en janvier 2026. En prévision de cet examen, PEN Géorgie, PEN International et PEN America ont soumis à l'ONU un document faisant état de graves violations des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique au cours des quatre dernières années. La sécurité des écrivains, des journalistes et des artistes reste très préoccupante, les enquêtes sur les cas de plus en plus nombreux de menaces et d'agressions, y compris de la part des forces de l'ordre, étant inefficaces. L'intimidation, le harcèlement et l'ingérence du gouvernement dans le travail des voix critiques dans la sphère culturelle se poursuivent sans relâche.

Les manifestations de masse en Géorgie continuent de faire l'objet d'un usage illégal de la force par la police, ce qui se traduit par des blessures brutales parmi les manifestants, des arrestations et des condamnations injustifiées à l'issue de procès inéquitables, et le ciblage délibéré de journalistes - en toute impunité. Parmi les personnes détenues figurent le journaliste chevronné Mzia Amaglobeli et le célèbre poète et traducteur Zviad Ratiani, qui risquent des années d'emprisonnement pour des motifs tout à fait disproportionnés en raison de leur militantisme.

Zviad Ratiani, l'un des poètes et traducteurs les plus renommés de Géorgie, a été [arrêté](#) par la police le 23 juin 2025 après avoir giflé un policier alors qu'il participait à une manifestation devant le parlement à Tbilissi. Cette affaire s'inscrit dans le contexte d'une crise croissante des droits de l'homme en Géorgie et d'une persécution incessante des voix indépendantes, dont celle de Ratiani. Il risque une peine de quatre à sept ans d'emprisonnement.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.

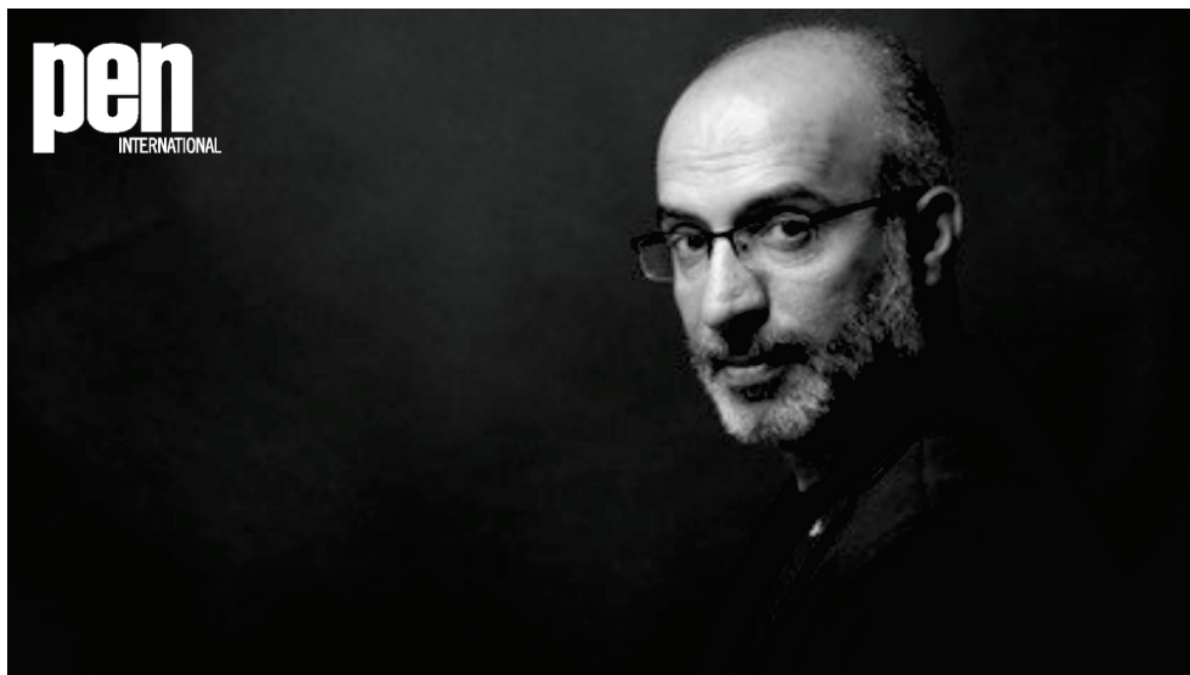


Crédit photo : Maikowli via Shutterstock

Le 6 août 2025, le tribunal municipal de Batumi [a condamné](#) Mzia Amaglobeli à deux ans de prison pour « résistance, menace ou violence à l'encontre d'un fonctionnaire », après avoir giflé le chef de la police de Batumi, Irakli Dgebuadze, lors de la répression de manifestations pacifiques dans cette ville du sud-ouest de la Géorgie le 12 janvier 2025.

La santé d'Amaglobeli s'est gravement détériorée pendant sa détention et elle a subi de mauvais traitements.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Ege Tonbul

Türkiye : l'écrivain Yavuz Ekinçi à nouveau jugé, les fausses accusations de propagande terroriste reprennent

- 4 juillet 2025

« Les autorités de Türkiye devraient abandonner de toute urgence les fausses accusations de propagande terroriste contre l'écrivain kurde Yavuz Ekinçi », a déclaré PEN International. Bien que les poursuites contre Ekinçi aient été abandonnées en décembre 2024, le ministère public a fait appel de la décision. Ekinçi risque jusqu'à sept ans et demi de prison s'il est reconnu coupable.

L'écrivain Yavuz Ekinçi est accusé de « propagande terroriste » pour son livre *Rüyası Bölünenler* (*Rêve divisé*). Publié en 2014, *Rêve divisé* raconte le parcours d'un Kurde qui a fui la Turquie pour des raisons politiques et les efforts qu'il déploie pour se construire une nouvelle vie en Allemagne. Lorsqu'il apprend que son père est gravement malade, le protagoniste entreprend un voyage pour retrouver son frère perdu de vue depuis longtemps, qui a pris les armes des années auparavant et s'est réfugié dans les montagnes de Qandil. Le livre se termine par un appel à l'unité et à la paix.

Yavuz a lu le premier chapitre de *Rêve divisé* devant le tribunal — celui-là même qui avait interdit le livre en mars 2023. L'affaire a été ajournée au 6 octobre.

(Suivi d'Aurélia Dondo, Chef de la région Europe et Asie centrale de PEN International).

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Türkiye : libérer le journaliste et écrivain Furkan Karabay

Dans une déclaration commune, PEN International se joint à l'Institut international de la presse (IIP) et aux organisations soussignées pour condamner fermement la détention préventive prolongée du journaliste Furkan Karabay, qui risque une peine d'emprisonnement de 6 à 15 ans, et pour demander sa libération immédiate. Karabay a déjà passé 117 jours en prison pour ses commentaires journalistiques.

Karabay, qui a précédemment travaillé comme rédacteur et reporter pour des portails d'information tels que Gerçek Gündem et 10Haber, a été nommé directeur général de la Commission européenne. Il est en détention provisoire depuis plus de 100 jours, et son acte d'accusation a été préparé le 5 septembre. Il est accusé d'avoir « pris pour cible les personnes chargées de lutter contre le terrorisme » et d'avoir « insulté le président turc » en raison de ses reportages journalistiques et de ses commentaires sur les réseaux sociaux. Karabay a été placé en garde à vue lors d'une descente de police à son domicile d'Istanbul et envoyé en prison le même jour. Depuis lors, les multiples appels interjetés par son équipe juridique en vue de sa libération ont été rejetés, les autorités judiciaires invoquant un prétendu « risque de fuite » pour justifier la prolongation de sa détention sans acte d'accusation pendant 114 jours.

Plus d'info et liste des signataires, en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran <https://www.pen-international.org/news/trkiye-release-journalist-and-writer-furkan-karabay>



Crédit photo : D'Action Images / Shutterstock

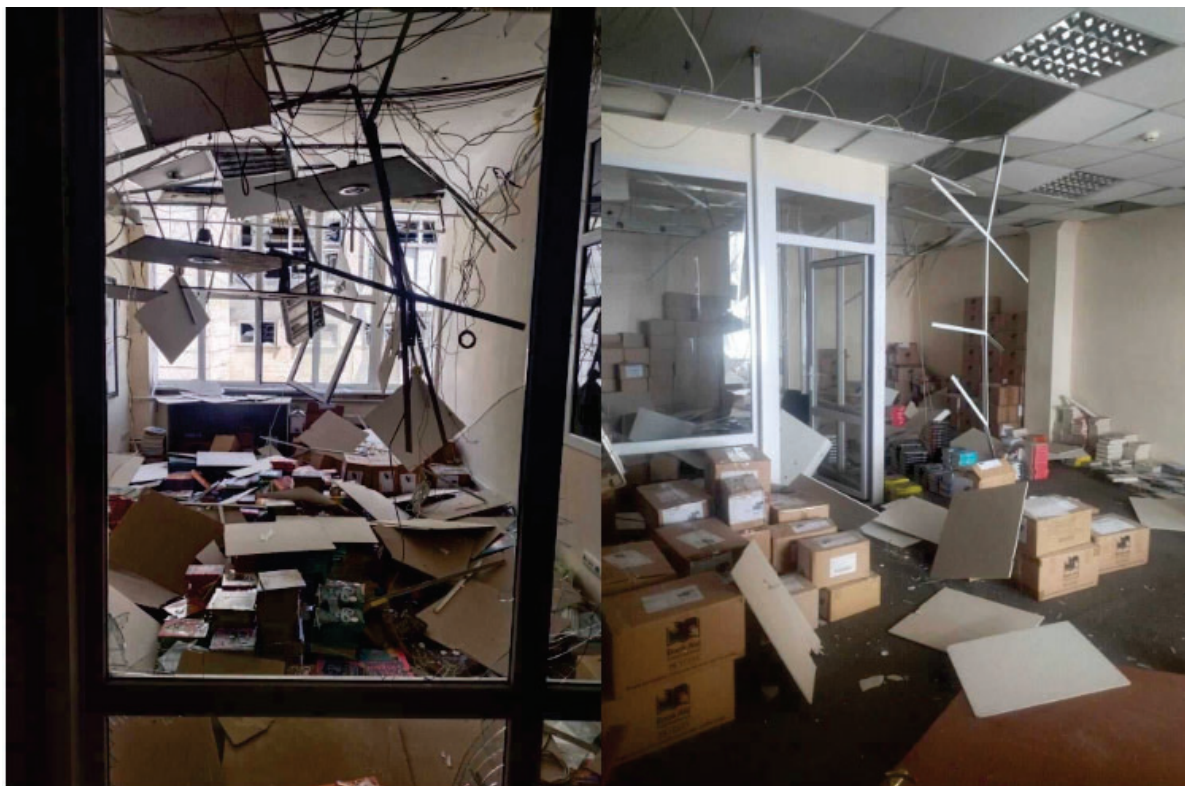
Biélorussie : cinq années de répression brutale des droits culturels

- 8 août 2025

Les autorités biélorusses continuent de réprimer brutalement les écrivains et les personnalités culturelles en toute impunité, ont déclaré PEN Biélorussie, PEN International et PEN Amérique, à l'occasion du cinquième anniversaire des élections présidentielles frauduleuses d'août 2020. Les organisations demandent instamment que les auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme rendent des comptes et que la culture biélorusse bénéficie d'un soutien sans faille.

Le bilan de la Biélorussie en matière de droits de l'homme sera examiné par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies lors de l'examen périodique universel (EPU) en novembre 2025. En prévision de cet examen, PEN Biélorussie, PEN International et PEN Amérique ont présenté une [soumission](#) à l'ONU, documentant la répression croissante des autorités contre la liberté d'expression, les droits culturels et les droits linguistiques, déclenchée par les élections présidentielles de 2020 et les manifestations de masse qui ont suivi. L'ampleur de la répression est stupéfiante.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Dans la nuit du 3 au 4 juillet, l'entrepôt de PEN Ukraine à Kiev [a été endommagé](#) . C'est là que sont stockés les livres en anglais et bilingues anglais-ukrainien destinés au projet Bibliothèques Incassables.

Ukraine : tristes nouvelles concernant des écrivains et éditeurs

Les 3 et 4 juillet, l'entrepôt de PEN Ukraine et celui de l'éditeur Nash Format ont été endommagés à Kiyv.

Le 1er juillet marquait le deuxième anniversaire de la mort de Victoria Amelina dans une attaque à la roquette. Le 25 juin, elle a reçu posthument le Gorge Orwell Prize pour son livre écrit en anglais, *Looking at Women Looking at War*, à propos des femmes qui documentent les crimes de guerre russes, aussi loin que dans les années 1930.

Le 20 juin, le journaliste Vladyslav Yesipenko a été libéré après plus de quatre ans de détention russe. Il couvrait de sujets sociaux et écologiques en Crimée. Il a été torturé par le FSB.

Le 8 août a eu lieu dans la cathédrale Saint-Michel un adieu à la journaliste Viktoriia Roshchyna, tuée par les Russes. Plus tôt en août, le président ukrainien Volodymyr Zelensky lui a remis la récompense posthume Order of Freedom. Son corps avait été ramené en avril, après qu'elle eût disparu en août 2023.

[Plus d'info](#) (en anglais).

(Sources : Infolettres 51 et 52 de PEN Ukraine.)

Turquie : Le membre honoraire du PEN Nedim Türfent encore attaqué

- 3 juillet 2025

Un [mandat d'arrêt](#) a été émis contre le journaliste, poète et membre honoraire du PEN, Nedim Türfent. Nedim se trouve actuellement en Allemagne, son visa expirait fin août.

(Source : Aurélia Dondo, Chef Europe et Asie centrale, PEN International.)

Serbie : la liberté des médias se dégrade à une vitesse alarmante

Depuis le 11 juillet, la plateforme Mapping Media Freedom a recensé et [documenté](#) un total de 95 cas de violations de la liberté de la presse à l'encontre de 184 journalistes, médias et associations de journalistes au cours des six derniers mois. Il s'agit d'un nombre sans précédent par rapport aux années précédentes.

L'ensemble du système médiatique est touché : des journalistes ont été agressés physiquement, diffamés publiquement, menacés, licenciés ou poussés à la démission. Dans le même temps, le processus en cours pour élire les nouveaux membres du Conseil de l'organe de régulation des médias électroniques (REM) a suscité de vives inquiétudes quant à l'impartialité du processus et au risque d'une mainmise politique sur la manière dont le secteur des médias est régulé. Dans ce contexte, les journalistes et les organisations de défense de la liberté des médias soussignés tirent la sonnette d'alarme : le temps de l'avertissement est révolu, une action internationale est nécessaire de toute urgence.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Milutin Marković

Monténégro : la liberté académique menacée

- 24 juin 2025

Le gouvernement du Monténégro devrait respecter pleinement la liberté académique, ont déclaré PEN International et le Centre PEN du Monténégro, après qu'il eût tenté de forcer la Faculté de langue et de littérature monténégrine à devenir inopérante. La faculté a été menacée de fermeture pour des raisons arbitraires à la suite de pressions croissantes ces dernières années, ostensiblement en raison de sa position indépendante.

Depuis sa création en 2014, la faculté a joué un rôle essentiel dans la sauvegarde de la langue, de la littérature et de l'identité culturelle monténégrines, dans l'enseignement de la pensée critique aux jeunes écrivains, et est un partenaire de longue date du [Centre PEN du Monténégro](#). Ces dernières années, le centre a fait l'objet d'une hostilité croissante, avec notamment et des pressions visant à saper son accréditation et ses licences de recherche.

À la suite d'un tollé national, le gouvernement du Monténégro a programmé une réunion électronique du cabinet, [revenant sur](#) sa décision initiale et a approuvé l'inscription d'étudiants à la faculté. Si PEN International et le Centre PEN du Monténégro se félicitent de cette décision, les organisations demandent instamment aux autorités de veiller à ce que de telles violations ne se reproduisent pas à l'avenir et de respecter pleinement leurs obligations nationales et internationales en matière de protection des droits fondamentaux.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Crédit photo : Ellen Curtis / Shutterstock

Venezuela : PEN International demande la libération des journalistes détenus

- 1^{er} août 2025

La liberté d'expression et la liberté de la presse au Venezuela se sont gravement détériorées au cours de l'année écoulée. Le climat de censure prévaut dans le pays en raison des menaces, du harcèlement, des détentions arbitraires et des disparitions forcées de journalistes et de travailleurs des médias. La plupart des personnes détenues font face à des accusations sans avoir accès à un procès équitable ou à une défense juridique indépendante.

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), par le biais d'une surveillance continue, a documenté de nombreuses violations de la liberté d'expression, y compris des raids arbitraires, des violences lors de manifestations, la révocation de passeports appartenant à des journalistes et à des défenseurs des droits de l'homme, l'extorsion, la censure, la stigmatisation et les menaces par les autorités. Elle a également signalé la fermeture de stations de radio, la censure en ligne et la surveillance numérique.

Les efforts déployés par l'État pour faire taire les dissidents ont contraint les journalistes à adopter des stratégies d'autoprotection et d'autocensure. Nombre d'entre eux ont été contraints à l'exil, ce qui a contribué à aggraver l'érosion de l'environnement médiatique indépendant au Venezuela.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.



Bangladesh : l'écrivaine Nadira Yeasmin prise pour cible en raison de son soutien aux droits des femmes

- 11 août 2025

« La campagne de harcèlement en cours et la suspension de facto de l'écrivaine et universitaire Nadira Yeasmin sont profondément troublantes », a déclaré PEN International. L'organisation appelle le gouvernement intérimaire à lui redonner son plein emploi et à réaffirmer son engagement à protéger le droit des femmes à la liberté d'expression.

En mai 2025, une campagne ciblée de harcèlement et d'intimidation s'est intensifiée à l'encontre de Nadira Yeasmin, écrivaine, rédactrice et ancienne professeure adjointe au département de bangla du collège gouvernemental de Narsingdi.

Outre son parcours universitaire, Yeasmin est la fondatrice de l'organisation de défense des droits des femmes *Nari Ongan* et rédactrice en chef de *Hisvate*, magazine littéraire de l'organisation. Elle est une avocate engagée en faveur de l'égalité des sexes, et son organisation a salué la publication du [projet de rapport historique](#) publié en avril 2025 par la Commission de réforme des affaires féminines, qui a été créée l'[année dernière](#) par le gouvernement intérimaire

avec pour mandat de proposer des réformes visant à faire progresser les droits des femmes et l'égalité des sexes.

Les conclusions du rapport comprennent 433 recommandations appelant à une [réforme systémique](#) du système politique et juridique du Bangladesh.

[Plus d'info](#), en cliquant sur « français », en bas à droite de l'écran.

Renouvellement des cotisations

Cher ou chère membre,

Il est encore temps de renouveler votre cotisation pour l'année 2025. Saviez-vous que les frais d'adhésion et les dons de nos membres sont notre seule source de revenus, notre organisme n'étant admissible à aucune subvention gouvernementale? Votre adhésion à PEN Québec contribuera à la libération de plusieurs écrivains à travers le monde ou à la fin du harcèlement qu'ils endurent encore aujourd'hui.

Si vous avez déjà renouvelé votre adhésion, nous vous en remercions.

Si vous ne l'avez déjà fait, nous vous invitons à payer votre cotisation par **Interac** à l'adresse quebec.pen@gmail.com, [en ligne](#) par **PayPal**, ou par **chèque**, avec le nom du destinataire suivant : Association PEN Québec, à l'adresse suivante :

PEN Québec
C.P. 23279
C.P. des boulevards
Laval (Québec) H7N 6K1

Dans tous les cas, il faut **remplir le formulaire** que vous trouverez [en ligne](#).

Votre nouvelle carte sera valide du 1er janvier au 31 décembre 2025.

En vous remerciant du fond du cœur,

Pour le conseil d'administration de PEN Québec,

Dominique Gaucher
Coordonnatrice
PEN Québec
www.penquebec.org

Nous sommes également sur [Facebook](#) et sur [Bluesky](#).

Les membres du Conseil d'administration

de PEN Québec

Président :
Félix Villeneuve

Vice-présidente :
Nora Atalla

Trésorière :
Michèle Bernard

Administrateurs/administratrices :
Gaston Bellemare
Mireille Cliche
Pauline Michel
Benoît Quessy
Victor Ramos
Pierre Samson
Sherry Simon

Coordonnatrice :
Dominique Gaucher

Membres d'honneur :
Raïf Badawi (Arabie saoudite)
Asli Erdogan (Turquie)
Angye Gaona (Colombie)
Homa Hoodfar (Iran-Canada)
Rahile Dawut (Chine)
Julian Assange (Australie)

Rédaction : Dominique Gaucher
Révision : Michèle Bernard

La littérature ne connaît pas de frontières et doit demeurer une devise commune à tous.

Charte du PEN



Twitter

Suivez-nous sur Twitter pour rester à jour concernant les nouvelles et autres informations de notre organisme.



Facebook

Souscrivez à notre page Facebook pour suivre nos nouvelles, nouveautés et autres discussions.

[Se désabonner](#)

C.P. 23279, C.P. des boulevards, Laval, Québec H7N 6K1